



STREETNET INTERNATIONAL

2024

RAPPORT GLOBAL



streetnet.org.za

Table des Matières

1. Avant-propos par la Coordinatrice internationale, Mme Oksana Abboud	1
2. Qui sommes-nous	3
3. La réalité des vendeurs de rue, des vendeurs sur les marchés et des colporteurs	7
4. Notre Stratégie	9
5. Notre Impact	10
6. Le travail que nous avons réalisé en 2024	16
a. Renforcement des capacités	16
b. Éducation des travailleurs	18
c. Plaidoyer et solidarité	20
6. Notre capacité financière	24
7. Conclusion par la Présidente, Mme Lorraine Ndhlovu	25

Avant-propos par la Coordinatrice internationale, Mme Oksana Abboud

Bienvenue à la troisième édition du rapport annuel global de StreetNet!

Nous avons le plaisir de vous présenter la troisième édition du rapport global de StreetNet, où nous partageons des données, des histoires d'impact et des actions essentielles réalisées en 2024, renforçant ainsi notre voix collective, notre solidarité et notre Unité à l'échelle mondiale !

Tout d'abord, je tiens à remercier tous nos Leaders et Membres du personnel qui ont contribué à faire de l'année passée un véritable succès, en élevant notre travail à un niveau supérieur, avec de nombreux progrès et enseignements tirés au cours de cette période.



La montée des régimes populistes et de droite engendre une augmentation de l'autoritarisme, ce qui impacte directement les droits et les conditions de travail des vendeurs de rue et des venderus sur les marchés. Les limitations persistantes de l'espace civique démocratique dans de nombreux pays compliquent l'organisation pour plusieurs de nos membres et mettent en péril la survie des organisations déjà établies. Nos leaders et activistes doivent faire face à une intensification du harcèlement, de la persécution et de difficultés juridiques qui les empêchent d'agir. Par ailleurs, les restrictions d'accès aux autorités, la criminalisation du travail informel, les lois punitives, ainsi que l'exclusion des droits, découragent souvent les membres de rester engagés et motivés dans leurs initiatives.

Malgré les nombreux défis rencontrés en 2024, allant des incertitudes socio-économiques aux guerres et conflits persistants, sans oublier les crises climatiques aux conséquences dévastatrices sur nos membres en particulier, nous avons réalisé de nombreux progrès à divers niveaux pour défendre les droits de nos membres, garantir leur reconnaissance légale, ainsi que le respect et la dignité des vendeurs de rue, illustrant ainsi la force de notre solidarité mondiale, de nos actions collectives et de notre résilience.

Parmi les jalons marquants de l'année 2024, on retrouve : l'augmentation des membres de StreetNet à 881 400 ; la mise en place d'un nouveau plan stratégique de StreetNet pour les quatre années à venir ; l'organisation de réunions institutionnelles clés au niveau régional et international ; le lancement d'un projet pour les jeunes visant à renforcer le leadership des jeunes à travers les affiliés pour assurer la durabilité et le développement ; le lancement d'une initiative de baromètre des vendeurs de rue sur la collecte de données et la recherche en collaboration avec l'Institut mondial du travail ; l'apport de

soutien aux affiliés via des formations, des visites exploratoires et des séminaires en ligne visant à améliorer leurs compétences de négociation et à plaider en faveur de politiques urbaines équitables et inclusives, de l'extension de la protection sociale, de l'élimination de la violence et du harcèlement sur leurs lieux de travail et de l'autonomisation de leur voix, en particulier pour les femmes vendeuses, tout en s'efforçant de renforcer les alliances régionales afin de promouvoir une politique de protection sociale pour les travailleurs de l'économie informelle en développant et en défendant la Plateforme de revendications de protection sociale (en Afrique) ; la mise en place de médias et d'une communication plus décentralisés au sein de StreetNet grâce à la création d'un réseau d'activistes des médias au niveau mondial ; la mise en place d'un système solide de suivi, d'apprentissage et d'évaluation au sein de StreetNet pour améliorer notre efficacité.

Un tout nouveau site web institutionnel a été inauguré afin de répondre à divers objectifs de développement. Ce site propose une vaste gamme d'informations éducatives, tout en offrant une représentation visuelle de l'intervention de StreetNet, qui s'engage dans des espaces de plaidoyer à l'échelle mondiale et noue des partenariats avec des institutions et des chercheurs spécialisés dans les droits de l'Homme et les droits des travailleurs.

Je suis ravie de mettre en avant que le plan de travail ambitieux de StreetNet pour 2024 a été mis en place avec succès, grâce à l'engagement remarquable de nos 15 membres du personnel, qui ont assumé d'importantes responsabilités. Ils ont développé une communication constante avec nos affiliés et points focaux régionaux, tout en établissant des relations et en soutenant nos membres, guidés par nos leaders internationaux élus, dont l'engagement dans les processus de développement institutionnel est exemplaire.

Nous tenons à exprimer une gratitude spéciale aux membres du Comité exécutif de StreetNet, pour leur sérieux dans leur rôle et leur implication totale dans les diverses activités de l'organisation, offrant les orientations et conseils indispensables qui favorisent un processus décisionnel constructif et ont un impact significatif sur l'organisation, sa durabilité et sa croissance à tous les niveaux.

Le sous-comité de StreetNet dédié à l'éducation des travailleurs, composé de cinq leaders des affiliés, joue aussi un rôle essentiel en contribuant de manière significative au plan de travail de StreetNet pour l'éducation. Cela permet d'assurer une approche participative et ascendante, garantissant ainsi l'efficacité de nos formations et ateliers.

Nous sommes toujours reconnaissants envers nos bailleurs de fonds, partenaires et alliés, comme WIEGO, pour leur soutien constant, qui nous permet de garantir notre assistance aux affiliés en développant leur capacité à se défendre.

Nous restons engagés, motivés et inspirés par les valeurs fondamentales de StreetNet, afin de nous assurer que notre devise principale - Rien ne se fera pour nous sans nous - soit pleinement entendue, mise en pratique et respectée par les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés du monde entier !

Qui sommes-nous

Fondée à Durban, en Afrique du Sud, en 2002, StreetNet International est la première et unique alliance mondiale d'organisations de vendeurs de rue, de vendeurs sur les marchés, de colporteurs et de vendeurs transfrontaliers informels. **Nos organisations membres incluent des syndicats, des associations, des coopératives et des collectifs informels, tous comptant au moins 500 membres.**

Nous adoptons une approche fondée sur une hiérarchie ascendante, pilotée par les travailleurs, qui valorise le leadership féminin. Les premières étapes ont révélé l'importance de mettre en place un espace pour les travailleurs de l'économie informelle, historiquement marginalisés dans le cadre du syndicalisme mondial. Nous avons réussi à former des organisations locales robustes et démocratiques, tout en les rendant visibles sur le plan international, notamment en représentant les travailleurs de l'économie informelle dans des instances telles que l'Organisation internationale du travail (OIT).

Au fil du temps, notre influence s'est avérée significative. Nous avons non seulement aidé les travailleurs de l'économie informelle à obtenir une reconnaissance, mais nous avons aussi participé au renforcement des organisations locales et nationales, ce qui a amélioré leur capacité à négocier avec les autorités. Les campagnes menées par StreetNet, comme la défense des droits des vendeurs lors d'événements internationaux majeurs tels que la Coupe du monde de la FIFA, ont été essentielles pour sensibiliser sur les difficultés rencontrées par les travailleurs de l'économie informelle. Notre initiative phare, la Journée internationale des vendeurs de rue, célébrée chaque année le 14 novembre en commémoration de la création de StreetNet, témoigne de notre engagement continu. Aujourd'hui, StreetNet continue d'apporter son soutien à ses affiliés dans leur lutte pour des politiques qui améliorent les conditions de vie des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés, favorisant ainsi une meilleure visibilité et reconnaissance des travailleurs de l'économie informelle à l'échelle mondiale.

En décembre 2024, nous dénombrons 61 organisations affiliées réparties dans 55 pays, englobant un total de 881 400 membres à l'échelle mondiale. Nous faisons partie d'un mouvement international regroupant des travailleurs essentiels, souvent exclus du secteur formel, mais qui apportent une contribution significative aux économies nationales, notamment dans les pays du Sud global.

Nous sommes convaincus qu'en mobilisant et structurant les vendeurs de rue, les vendeurs sur les marchés et les colporteurs, nous pourrions obtenir une place à la table où se prennent les décisions qui nous affectent à l'échelle locale, nationale et internationale, tout en assurant que chacun de ces travailleurs puisse bénéficier d'un travail décent, comprenant la négociation collective et les protections sociales. Nous nous constituons sur des principes syndicaux démocratiques et travaillons sans relâche pour faire de notre devise une réalité : ***Rien ne se fera pour nous sans nous !***



Nouveaux membres en 2024

En 2024, six nouvelles organisations ont rejoint la famille StreetNet :

- Unión de Comerciantes Minoristas y Trabajadores Autónomos del Ecuador (UCOMTAE)
- Federación de Trabajadores en Espacios Públicos (FETEP) d'Argentine
- Trade Union of Entrepreneurship Workers of Kazakhstan
- Trade Union of Entrepreneurship, Business and Service Workers of Uzbekistan
- Coalition of Informal Economy Associations in eSwatini (CIEAES)
- Workers of Informal Economy Network (WIENU) d'Ouganda

Nous accueillons toujours de nouvelles organisations qui **représentent au moins 500 vendeurs de rue et vendeurs sur les marchés dans leur pays.**



Photo de groupe de l'UCOMTAE (Equateur) en 2023

Notre secteur en chiffres

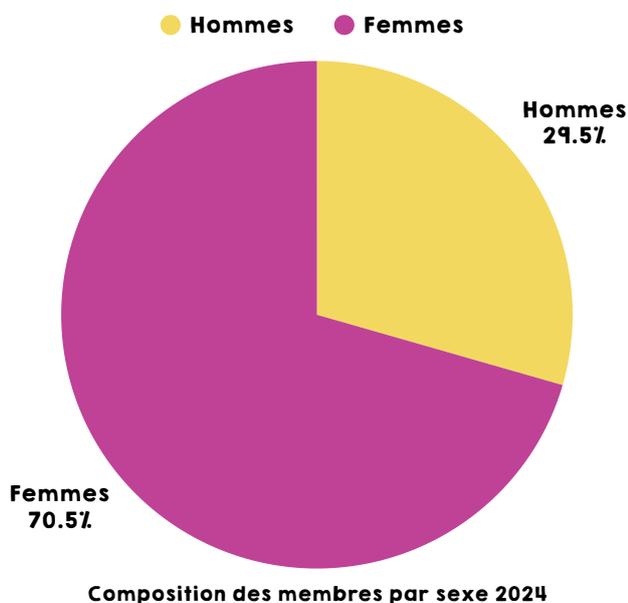


La région comptant le plus grand nombre de membres de StreetNet est l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, avec 39 % de nos membres, suivie de l'Afrique occidentale et centrale avec environ 25 % et de l'Asie avec 17,7 %. La région des Amériques représente 12 % des membres de StreetNet, tandis que la région comptant le moins de membres est l'Europe et l'Asie centrale avec 5 % de membres.

Region	% des membres	Total	% de femmes	% jeunes	Leadership des femmes
Amériques (15)	12%	103,657	50%	21%	43%
Afrique de l'Est et l'Afrique Australe (14)	39%	341,829	67%	30%	43%
Afrique de l'Ouest et centrale (18)	25%	216,227	70%	31%	30%
Asie (5)	18%	152,038	95%	23%	88%
Europe et Asie Centrale (9)	5%	44,625	61%	19%	39%
Total (61)		881,4			
Pourcentages			71%	21%	30%

Les proportions et les nombres régionaux sont basés sur les nombres qui ont deux affiliés de moins qui n'ont pas répondu au questionnaire en 2024.

Données démographiques

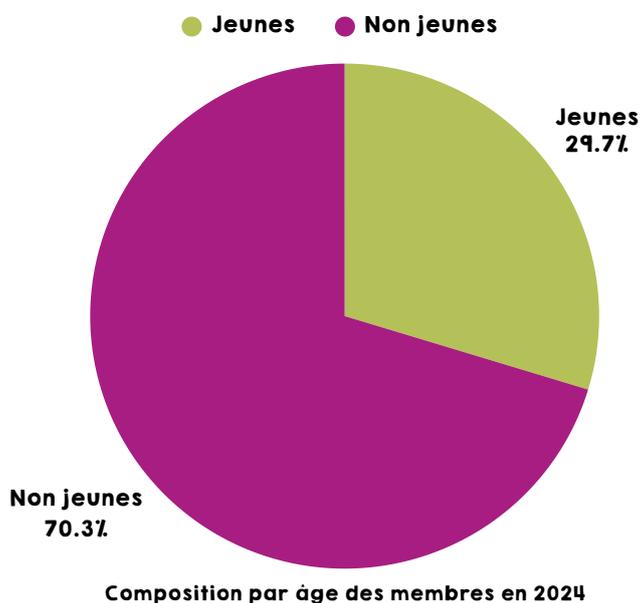


Un aspect essentiel à considérer en matière de représentation est la répartition des membres par genre. **D'après les données les plus récentes, près de 70 % des vendeurs de rue et des venderus sur les marchés représentés par StreetNet sont des femmes.**

Bien que les femmes représentent la majorité des membres, leur représentation à des postes de direction reste sous-estimée. *En effet, seulement 39,5 % des postes de direction dans les organisations sont occupés par des femmes*, ce qui souligne un écart significatif, révélant les difficultés que rencontrent les femmes pour accéder à ces rôles, tandis que les hommes continuent de dominer ces positions, malgré la composition majoritairement féminine du secteur.

Actuellement, 29,7 % des membres de StreetNet sont des jeunes. L'autonomisation de cette tranche d'âge, notamment à travers des projets de renforcement des capacités, constitue une priorité pour StreetNet et un levier essentiel pour garantir la pérennité de l'organisation. **Selon notre définition interne, les jeunes sont ceux âgés de moins de 35 ans.**

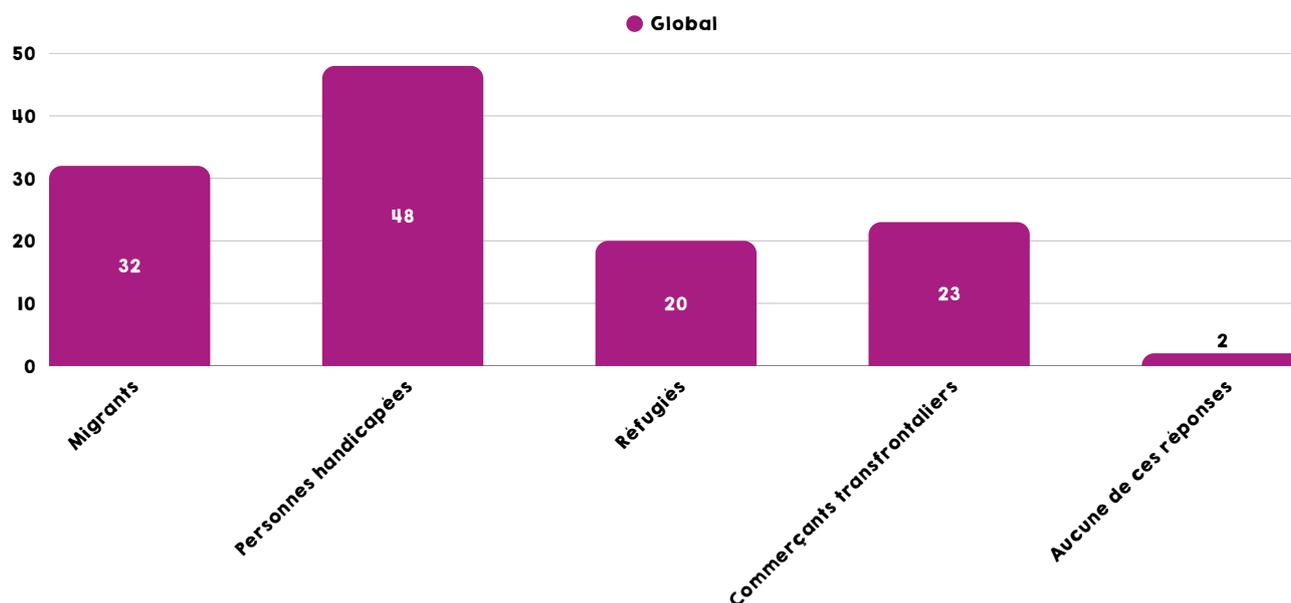
Le fait que les affiliés de StreetNet investissent dans des structures et des initiatives centrées sur les jeunes et les leaders est un signe positif que nous avons pu relever. **74,6% des organisations déclarent disposer d'un comité ou d'une structure de jeunes au sein de leur gouvernance.**



La réalité des vendeurs de rue, des vendeurs sur les marchés et des colporteurs

Présence de groupes vulnérables

La situation des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés reste complexe dans toutes les régions. Ces deux groupes ne forment pas un ensemble homogène, et parmi les membres représentés par StreetNet, on observe plusieurs sous-groupes confrontés à des défis particuliers. Dans le questionnaire de 2024, nous avons interrogé les organisations affiliées pour savoir si l'un de ces groupes était présent parmi leurs membres : migrants, personnes en situation de handicap, vendeurs informels transfrontaliers ou réfugiés. Le graphique ci-après illustre les réponses des organisations. Ainsi, 48 d'entre elles ont signalé la présence de personnes handicapées, tandis que 32 ont fait état de travailleurs migrants parmi leurs membres.

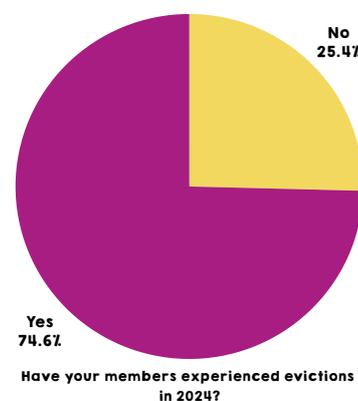


Présence de groupes vulnérables dans les organisations en 2024

Les affiliés ont ensuite été interrogés sur les principaux défis auxquels ils sont confrontés dans leur pays. Chaque organisation pouvait sélectionner plusieurs réponses. Les réponses les plus choisies ont été les suivantes :

- Manque de protection sociale (38 réponses)
- Harcèlement et violence de la part des agents publics (26 réponses)
- Manque d'espace commercial/processus d'octroi de licence (26 réponses)
- Manque de droits du travail (22 réponses)

Près de trois quarts (74,6 %) des organisations ont déclaré que leurs membres avaient fait l'objet d'une expulsion ou d'un renvoi de leur lieu de travail en 2024.

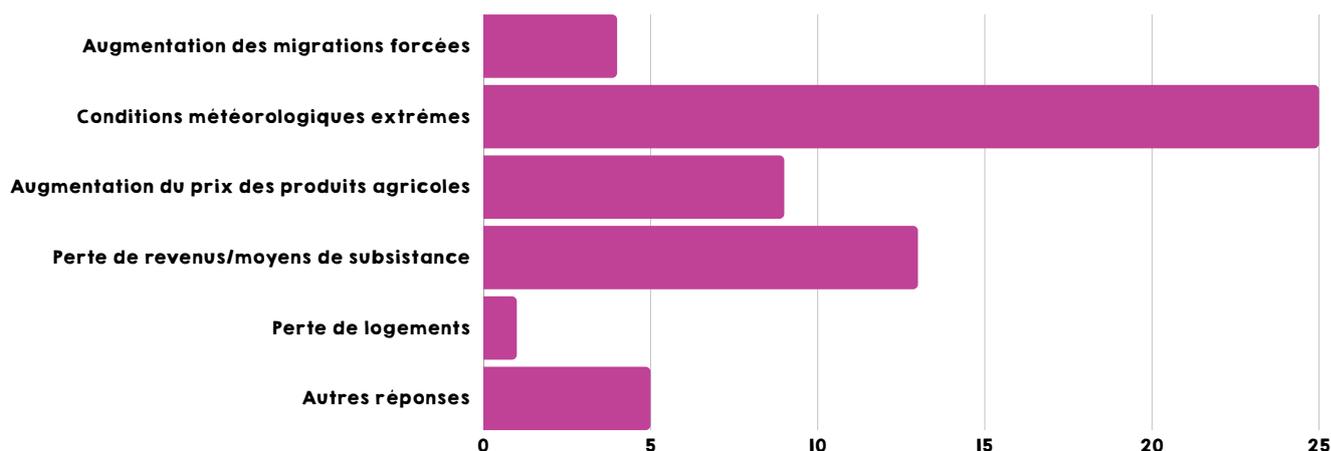


Tendances mondiales

En 2024, la réalité des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés est toujours caractérisée par des défis structurels et une discrimination ancrée. La question de la **protection sociale est d'une importance capitale** pour les organisations qui les représentent, soulignant la fragilité des travailleurs de l'économie informelle, souvent mis à l'écart par la loi. Malgré les actions menées, **les expulsions continuent**, témoignant de l'impact des politiques urbaines sur les processus de formalisation, qui agissent fréquemment dans un sens préjudiciable, intensifiant la précarité et l'exclusion. Ces expulsions perturbent la capacité des vendeurs à obtenir un revenu stable, les forçant à s'enfoncer dans **l'insécurité économique**. Ils risquent de perdre leur clientèle habituelle et doivent affronter une concurrence plus forte lorsqu'ils doivent changer de lieu. De surcroît, les expulsions peuvent occasionner la perte de biens vitaux, comme les étals et les équipements, ce qui complique encore leur situation financière.

L'impact du changement climatique intensifie ces défis, menaçant la survie économique des vendeurs de multiples façons, notamment en nuisant à leur stabilité financière. Face à ces pressions croissantes, il devient impératif d'inclure les vendeurs de rue dans des stratégies plus larges de résilience urbaine et de soutien économique.

Une écrasante majorité des répondants (**91 %**) ont indiqué que leurs membres avaient subi les effets du **changement climatique**. Le graphique suivant montre les façons les plus fréquentes dont cet impact s'est produit.



Selon vingt-cinq organisations, les **phénomènes météorologiques extrêmes** tels que les **inondations, les incendies et les chaleurs intenses** sont la principale manière par laquelle le changement climatique touche les vendeurs de rue et ceux sur les marchés. Il ne faut pas oublier l'impact catastrophique de la vague de chaleur qui a frappé l'Asie du Sud depuis avril 2024, entraînant de nombreuses pertes humaines, des problèmes de santé et, bien entendu, une perte de revenus pour ceux qui font du commerce en plein air.

Dans les « autres réponses » données par les répondants, on observe l'accroissement des **problèmes de santé** qui mène à une majoration de l'endettement pour des groupes déjà en difficulté financière, tel que les vendeurs de rue.

Notre Stratégie

Tout au long de l'année 2024, nous avons travaillé sur la définition de notre nouveau plan stratégique, incluant des réunions virtuelles et un atelier en présentiel au Cambodge en août 2024. Après de nombreuses discussions avec les membres, les leaders et le personnel, nous avons élaboré la stratégie suivante :

Notre vision : Les vendeurs de rue, les vendeurs sur les marchés et les colporteurs qui vendent des produits et/ou des services, sont des travailleurs jouissant d'un statut légal reconnu, autonomes et organisés de manière démocratique, vivent et bénéficient d'un travail décent.

Notre mission : Renforcer les capacités des organisations membres pour qu'elles puissent encadrer, défendre et promouvoir les droits et les moyens de subsistance des vendeurs de rue, des vendeurs sur les marchés et des colporteurs, surtout des femmes, au moyen d'actions de plaidoyer, de développement des compétences, d'éducation, de gouvernance démocratique, de représentation et de solidarité entre tous les travailleurs, en tant que membres du mouvement international fort et durable de vendeurs de rue et de vendeurs sur les marchés.

🎯 **Objectif stratégique N° 1 :** Les organisations membres influencent les changements politiques et obtiennent une reconnaissance légale et des droits dans le cadre des processus de formalisation.

Exemples de résultats escomptés : Les organisations affiliées à StreetNet s'efforcent de promouvoir des changements politiques et d'obtenir une reconnaissance légale en tant que travailleurs, tant au niveau local qu'au niveau national, dans au moins quatre régions, à travers des efforts de plaidoyer, en mettant en avant les droits des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés dans les discussions publiques, en allant à la rencontre des décideurs pour faire valoir leurs demandes, et en s'engageant dans des dialogues de négociation.

🎯 **Objectif stratégique N° 2 :** Les organisations membres influencent les changements politiques et obtiennent l'inclusion des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés dans les systèmes de protection sociale, qu'ils soient déjà en place ou en cours de création, ainsi que dans d'autres droits liés à l'agenda du travail décent dans le cadre des processus de formalisation.

Exemples de résultats escomptés : Les membres de StreetNet font état de la formation de nouvelles coopératives ainsi que d'autres entités "économie sociale et solidaire (ESS).

🎯 **Objectif stratégique N° 3 :** Les affiliés de StreetNet ont une capacité accrue et suffisante pour établir et maintenir des structures de gouvernance démocratiquement élues, inclusives et centrées sur les femmes, représentant les vendeurs de rue, les vendeurs sur les marchés et les colporteurs dans les discussions politiques à différents niveaux, que ce soit local, national ou international.

Exemples de résultats escomptés : Un comité des jeunes de SNI sera créé d'ici à 2027.

🎯 **Objectif stratégique N° 4 :** StreetNet a apporté une contribution tangible à la création d'une solidarité à l'échelle mondiale et à l'établissement d'alliances entre tous les travailleurs.

Exemples de résultats escomptés : StreetNet est active dans de nouvelles coalitions et alliances, en particulier dans le mouvement syndical, le mouvement féministe, le mouvement pour le droit à la ville et le mouvement pour la souveraineté alimentaire.

L'intégralité de notre plan stratégique est disponible sur notre site web streetnet.org.za

Notre Impact

Réalisations des Affiliés

Afrique occidentale et centrale

En République démocratique du Congo, **ASSOVACO** a fait preuve de courage et de persévérance, avec le soutien de SNI, en plaidant pour des politiques fiscales plus équitables et en menant des négociations fructueuses avec les autorités douanières, qui ont abouti à la restitution des marchandises saisies et à la mise en place d'un guichet unique à la frontière.

La **LDFC**, toujours en République Démocratique du Congo, a fait des progrès dans la reconnaissance de ses membres en s'engageant auprès des organes gouvernementaux, en particulier sur la question de l'imposition excessive et de la formalisation de l'économie informelle, dont les discussions ont débouché sur une présentation devant les instances gouvernementales.

Au Burkina Faso, l'activisme du **SYNAFVL** a permis à ses membres de jouer un rôle au niveau national dans la promotion de l'assurance maladie universelle, contribuant ainsi à la création d'un Conseil national de l'économie informelle.

Le **SYVEBU** (Burundi) s'est attaqué aux inégalités en matière d'éducation en assurant un soutien scolaire à 40 enfants de vendeurs et en formant des femmes au commerce transfrontalier.

Au Niger, l'**UGSEIN**, qui a bénéficié de la formation dispensée par SNI, mène actuellement des négociations en vue d'améliorer les moyens de subsistance, malgré la fermeture des frontières depuis 2003, qui entrave le commerce avec le Bénin. Voici quelques illustrations de la reconnaissance croissante des travailleurs de l'économie informelle comme partenaires dans les négociations avec les autorités locales et nationales, un processus qui leur permet d'obtenir des droits et d'améliorer leurs conditions de vie.



Membres du SYNAFVL au Burkina Faso (2023)

Afrique orientale et australe

En Ouganda, **WIENU** travaille en étroite collaboration avec les vendeuses de rue et les vendeuses sur les marchés afin de créer des garderies, tant sur les marchés qu'au sein des communautés. L'objectif est de protéger les enfants des dangers liés au travail et d'améliorer leurs résultats en matière de santé et d'éducation. Leur récente collaboration avec une députée et des responsables municipaux témoigne d'une alliance croissante en faveur du changement. Par ailleurs, WIENU a contribué à la création de la loi sur les marchés ougandais de 2023, bien que des inquiétudes subsistent concernant l'impact sur le leadership des vendeurs et la privatisation des services de base.

Au Kenya, **KENASVIT** a joué un rôle essentiel en matière de lobbying pour l'adoption de la loi sur les micro et petites entreprises, tout en occupant un siège au conseil d'administration pendant neuf ans. L'organisation a également veillé à ce que les voix des travailleurs informels soient prises en compte dans les discussions budgétaires et les projets de relance. Malgré les défis liés à la corruption qui entravent l'accès au marché, les récentes négociations avec les gouvernements locaux, soutenues par SNI, ont permis de renforcer l'engagement et d'ouvrir de nouvelles opportunités.

Entre-temps, **l'AVEMA** a renforcé sa mobilisation en Zambie en augmentant son nombre de membres et son influence dans le dialogue gouvernemental sur la protection sociale, particulièrement au niveau local et provincial, avec un élan marqué après sa participation à la Conférence nationale sur l'économie informelle en 2024.



Naomi Phiri, membre d'AVEMA travaillant comme vendeuse ambulante à Lusaka (2025)

En Namibie, **NIDAWU** a gagné une reconnaissance à l'échelle nationale en tant que porte-parole des travailleurs de l'économie informelle, y compris les vendeurs réfugiés du camp d'Osire, qui reçoivent désormais du soutien pour commercialiser des produits frais sur les marchés de Windhoek. Grâce à leur rôle actif dans le réseau d'acteurs non gouvernementaux de la société civile namibienne (NamNet), soutenu par l'Union européenne, NIDAWU et ses partenaires s'efforcent de construire un avenir autonome pour les travailleurs de l'économie informelle. L'alliance avec TUCNA, la centrale syndicale namibienne, a été déterminante dans cette réalisation, NIDAWU étant intégré à TUCNA, qui préside actuellement le réseau des acteurs non étatiques.

Amériques

Au Nicaragua, le **CTCP** a célébré une avancée significative avec la déclaration officielle par l'Assemblée nationale, le 17 juin, de la Journée nationale des travailleurs indépendants. Cette déclaration représente une victoire symbolique et stratégique, qui, espère le CTCP, facilitera une plus grande protection sociale.

Au Mexique, la **FNOTNA** a intensifié ses efforts de plaidoyer en faveur de la mise en œuvre de la Convention 190 de l'OIT, mettant en avant la nécessité de politiques concrètes pour contrer la violence et le harcèlement à l'encontre des vendeurs ambulants.

Au Honduras, la **FOTTSIEH** a fait état d'un renforcement de l'engagement et du leadership des jeunes, grâce à son implication dans le projet de SNI pour les jeunes, qui met en relation les jeunes leaders de toutes les régions. En Équateur, l'**UCOMTAE** a marqué un moment historique avec la publication des règlements d'application de la loi nationale pour la défense et le développement des travailleurs autonomes et des petits commerçants. Tout en se réjouissant de ce succès législatif, l'**UCOMTAE** reste vigilante, car des dispositions essentielles ont été omises de la réglementation finale, ce qui l'incite à poursuivre son action de plaidoyer en vue d'une mise en œuvre complète de la loi.

Pendant ce temps, aux États-Unis, le **projet des vendeurs de rue (Street Vendor Project)** à New York a fait avancer un paquet législatif visant à décriminaliser la vente de rue et à améliorer les conditions de travail pour les vendeurs. En travaillant en étroite collaboration avec ses alliés politiques, ils restent optimistes quant à l'adoption des réformes proposées, créant ainsi un précédent solide pour les droits des vendeurs dans la politique urbaine.



Manifestation pour le projet des vendeurs de rue à New York (2025)

Europe et Asie Centrale

La mise en place obligatoire de caisses enregistreuses pour les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés d'Europe de l'Est et d'Asie centrale a posé d'importants problèmes. Bien qu'elles visent à formaliser l'économie informelle, ces mesures négligent souvent les réalités pratiques auxquelles sont confrontés les petits commerçants. Les organisations affiliées à StreetNet ont plaidé en faveur d'une mise en œuvre juste et équitable de cette mesure.

En **Ukraine**, l'obligation d'installer des caisses enregistreuses en 2021 a suscité de vives réactions. De nombreux vendeurs continuent de travailler sans caisses enregistreuses, invoquant les coûts élevés et les charges administratives. Les activistes plaident pour un système de « monotaxe modulaire », inspiré du modèle espagnol, qui prélèverait des taxes fixes basées sur des facteurs commerciaux plutôt que de suivre chaque transaction.

Une situation semblable s'est produite au **Kirghizstan**, où l'Union du marché de Dordoi a mené des discussions ayant conduit à la création d'un régime économique distinct pour le marché de Dordoi. Cette plateforme, essentielle pour les négociants de la région, dispense les commerçants internationaux de l'utilisation de caisses enregistreuses électroniques, tout en imposant l'émission de factures électroniques pour les ventes à l'intérieur du pays.

Asie

Les organisations de vendeurs de rue en Asie commencent à se pencher de manière plus sérieuse sur la problématique du changement climatique, prenant conscience de son influence directe sur leurs moyens de subsistance. **Repon Chowdhury, un leader de l'organisation LIE au Bangladesh, a pris contact avec l'organisation cambodgienne affiliée à StreetNet, IDEA, et son président Vorn Pao, dans le but de mettre en place un programme d'échange transnational centré sur le changement climatique et les stratégies de transition équitable.** Ce projet entre-pays illustre la solidarité entre les travailleurs de l'économie informelle afin de faire face à un défi mondial partagé.

En 2024, **StreetNet a lancé un projet visant à évaluer l'impact du changement climatique sur les vendeurs de rue au Laos, au Cambodge et au Vietnam.** Cette initiative, qui s'inscrit dans un programme soutenu par Oxfam pour améliorer la protection sociale et les droits des femmes dans le secteur agroalimentaire de l'ANASE, a permis aux chercheurs locaux d'identifier les risques climatiques auxquels sont exposés les vendeurs, en particulier les femmes, et de proposer des stratégies pour améliorer leur résilience. Les conclusions de l'étude seront rendues publiques dans les mois à venir.

En ce qui concerne la protection sociale, **StreetNet a reçu une invitation d'Oxfam, début 2025, pour participer à l'élaboration d'un document stratégique relatif à la protection sociale pour la Charte de l'ANASE.** C'est une avancée majeure, car la voix des travailleurs de l'économie informelle pourra être intégrée à un niveau élevé dans la formulation des politiques, offrant ainsi la possibilité d'impacter favorablement les moyens de subsistance de millions de personnes.



Les dirigeants de LIE (Bangladesh) et d'IDEA (Cambodge) lors d'une réunion sur la transition juste à Dhaka. Photo prise par IDEA.

Projet de négociation sur le commerce transfrontalier informel

En 2021 et 2022, StreetNet et ses organisations affiliées dans la région de l'Afrique occidentale et centrale ont mené **un projet sur le commerce transfrontalier informel**. Tout au long de l'année 2024, nous avons travaillé pour comprendre l'impact du projet à moyen terme. Quels ont été les principaux objectifs atteints ? Comment les travailleurs ont-ils pu plaider en faveur de changements politiques durables dans le domaine du commerce transfrontalier ?

Dans certains cas, des points focaux de dialogue avec les autorités ont été établis, ce qui a simplifié le passage de la frontière et facilité le retour des marchandises confisquées. **Un changement important que nous avons observé tant en Côte d'Ivoire qu'au Ghana (deux des pays où le projet a été entrepris) est la volonté des autorités d'accepter uniquement les cartes d'identité nationales comme document valable pour les vendeurs transfrontaliers.**

Le cas le plus réussi est sans doute celui de la République démocratique du Congo, où, malgré les fortes tensions et les conflits entre milices dans la région, un guichet unique pour les marchands a été officiellement mis en place. Au Nigéria, l'interdiction des carburants imposée en 2019 aux communautés frontalières a eu un impact considérable sur la vie des vendeurs informels. L'assouplissement de l'interdiction de carburant, toujours en vigueur, continue d'avoir un impact relativement positif, malgré la forte inflation du Naira. **Dans le cas du Nigéria, nous avons pris en compte le fait que le harcèlement à l'encontre des travailleurs semble être plus modéré par rapport à 2021 - 2022.**

Nous reconnaissons que la situation dans la région continue d'évoluer et que l'évaluation de l'impact de projets aussi complexes que celui-ci requiert un délai plus long. **Néanmoins, ces réalisations à moyen terme témoignent de l'engagement des travailleurs à mener des négociations avec les autorités en vue d'améliorer les conditions de vie des communautés informelles transfrontalières.**



Les effets de la syndicalisation des travailleurs et du leadership des femmes : L'histoire d'Albertina

Albertina Carlota Simango est vice-présidente de l'Association de l'économie informelle (AEIMO) au Mozambique, qui représente 15 000 membres, dont la plupart sont des vendeurs de rue. Avec plus de 30 ans d'expérience en tant que vendeuse informelle, Albertina est parvenue à la direction de l'association en défendant les intérêts de ses collègues vendeurs, en comprenant leurs difficultés et en brisant les stéréotypes sur les femmes qui occupent des postes de direction.

Elle explique: « **La vie d'une vendeuse informelle est très compliquée.** C'est difficile, il faut beaucoup de force, de courage et de détermination. Lorsque nous avons commencé à vendre, chacune d'entre nous a dû trouver et acheter son propre stand avant de pouvoir commencer à vendre. Il n'y avait personne pour défendre nos droits ou nous représenter en tant que travailleuses. Nous n'avions pas d'organisation qui pouvait nous guider. Nous avons beaucoup souffert et nous avons été persécutées et chassées. Lorsque nous entrions sur le marché, nous cuisinions dans la peur, ne sachant pas si nous aurions le temps de vendre avant l'arrivée de la police municipale ».

Grâce aux efforts de l'AEIMO et à la solidarité internationale d'organisations telles que StreetNet, les vendeurs informels au Mozambique ont réussi à s'organiser pour obtenir la reconnaissance et faire valoir leurs droits auprès des autorités municipales. Ces améliorations ont permis aux vendeurs de rue de mieux soutenir leurs familles, d'économiser de l'argent et de créer un avenir meilleur pour leurs enfants

Albertina ajoute : « Grâce à notre force et à notre courage, la municipalité est aujourd'hui comme notre frère. Tout est organisé maintenant... On est bien à l'aise au marché. Lorsque la municipalité nous rend visite, c'est pour discuter, échanger des expériences et comprendre comment notre travail progresse - il ne s'agit plus de nous chasser. Elle commence par consulter l'AEIMO, puis nous nous engageons auprès des vendeurs pour les sensibiliser, et tout est résolu de manière pacifique. Cela nous a permis d'économiser de l'argent, de construire des maisons et d'éduquer nos enfants... **Je suis très fière d'être une travailleuse informelle** ».



Le travail que nous avons réalisé en 2024

Renforcement des capacités

RÉUNIONS RÉGIONALES

Pour éclairer la rédaction de notre plan stratégique, nous avons organisé des réunions régionales en Asie, en Afrique occidentale et centrale, dans les Amériques et en Afrique orientale et australe jusqu'en juillet 2024. Ces réunions régionales ont rassemblé un total de 118 représentants de vendeurs de rue, de vendeurs sur les marchés et de colporteurs au Népal, en Ouganda, au Togo et en Colombie, où chaque région a rédigé avec succès sa propre stratégie.



LES JEUNES EN ACTION

Nous avons lancé une nouvelle initiative mondiale audacieuse intitulée « Les jeunes en action », qui vise à former et à habiliter les jeunes travailleurs dans nos réseaux durant les trois prochaines années. **Ce projet fournira une plateforme permettant aux jeunes leaders de faire entendre leurs préoccupations et suggestions auprès du Conseil international et du Congrès.** Les participants s'impliqueront dans une variété d'activités en ligne et en présentiel, incluant des réunions régulières, des sessions de formation, des recherches communautaires et des occasions de réseautage. L'initiative a démarré dans la région des Amériques en juillet 2024, marquant le début d'un projet de trois ans visant à s'étendre à l'ensemble de nos régions. D'ici 2027, nous souhaitons renforcer de manière significative le leadership et la participation des jeunes dans l'ensemble de notre réseau mondial.

RÉSEAU DE MÉDIAS STREETNET

Les projets de communication participative sont au cœur de nos activités médiatiques. Suite au succès de la formation pionnière « Jeunes reporters sur le terrain », nous avons établi en 2021 le réseau des médias de StreetNet. Ce réseau regroupe des communicateurs issus de toutes les régions de StreetNet, chaque affilié désignant un activiste médiatique pour bénéficier d'une formation et soutenir nos initiatives de communication. Actuellement, **30 activistes s'impliquent dans des actions telles que la diffusion du contenu de StreetNet au sein de leurs réseaux, la création de contenu pour les médias sociaux, et la participation à des formations sur des compétences médiatiques comme la rédaction, la photographie et la production vidéo.** Cette initiative vise à réduire l'écart entre StreetNet et ses membres de base, leur offrant la possibilité de jouer un rôle essentiel dans notre communication.



Exemple de travail de l'activiste médiatique Uthman Kaisi, du Malawi

Ce que les travailleurs disent



En tant que membre du réseau médiatique StreetNet, j'aspire à acquérir des connaissances auprès des autres membres, à améliorer mes compétences médiatiques actuelles et à échanger des connaissances et des expériences liées au plaidoyer en faveur de l'amélioration des conditions des travailleurs informels.

Fungai Munetsi, membre de ZCIEA (Zimbabwe)

PROJET DE GARDE D'ENFANTS

SYTRIECI, notre affilié au Rwanda, travaille sur un projet sur la protection de la maternité et les droits des femmes. L'objectif de ce projet, financé et cogéré par WIEGO, est d'étendre les services de garde d'enfants aux vendeuses de rue, en construisant des structures d'accueil de qualité sur les marchés.



Enfants soutenus par le projet. Photo prise par Dorcas Ishimwe, activiste des médias

Éducation des Travailleurs

5 pays

FORMATION AUX TECHNIQUES DE NÉGOCIATION

En 2024, nous avons poursuivi notre engagement à améliorer les **compétences en matière de négociation de nos membres de base, un programme de formation réputé pour son succès auprès des vendeurs de rue, des vendeurs sur les marchés et des colporteurs.**

Avec une expérience de plus de dix ans, ce programme de formation a été adapté à divers contextes, permettant aux vendeurs de s'autonomiser à travers le monde. Cette année, il a été dispensé par notre organisatrice pour l'Asie, Nash Tysmans, au Bangladesh, au Laos et au Cambodge, tandis qu'Evelyn-Benjamin Sampson, notre organisatrice pour l'Afrique occidentale et centrale, a dirigé la formation au Bénin et en Côte d'Ivoire, ce qui a permis d'étendre l'impact du programme à d'autres régions.



162 travailleurs



Ce que les travailleurs disent

Parfois, je me sentais exclue de la lutte, mais aujourd'hui, j'ai confiance en moi. Je suis capable d'aller négocier moi-même

Asma Begum, vendeuse de fleurs à Dhaka, Bangladesh, membre de LIE

VISITES EXPLORATOIRES

Les visites exploratoires, pierre angulaire de nos activités, offrent aux affiliés des occasions inestimables d'apprendre directement les uns des autres. En novembre 2024, KENASVIT du Kenya s'est rendu en Sierra Leone pour explorer l'impact du travail de SLETU, tandis qu'AVEMA et AZIEA de Zambie se sont rendus en Eswatini pour entrer en contact avec le CIAES. Ces visites illustrent le pouvoir de l'apprentissage par les pairs, qui favorise la collaboration et le partage des connaissances au-delà des frontières.

ATELIER MÉDIATIQUE

Les leaders élus de StreetNet ont, pour la première fois, pris part à un atelier personnalisé de deux jours à Bakou, en Azerbaïdjan. Cet événement visait à développer leurs compétences en matière de médias et de communication, comprenant des aspects tels que la planification de campagnes, la communication avec les journalistes, la rédaction de déclarations, ainsi que des notions de base en montage d'images et de vidéos.



Photo des membres du Conseil international lors de l'atelier sur les médias à Bakou (2024).

CLUBS DE DISCUSSION

À partir d'avril 2024, nous mettons en place des clubs de discussion virtuels interactifs pour nos membres, où nous explorons une variété de thèmes essentiels allant de l'histoire du mouvement ouvrier et des luttes de classes jusqu'à l'effet majeur du changement climatique sur les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés. Ces rencontres mensuelles constituent un espace propice à un engagement réfléchi et à un dialogue important sur des problématiques impactant directement leur quotidien.

VISITES SUR LE TERRAIN

Les visites sur le terrain nous offrent une meilleure compréhension des défis auxquels nos membres font face, nous permettent de découvrir de nouvelles organisations et d'apporter aux affiliés locaux une plus grande reconnaissance et visibilité. Pendant ces visites, nous mettons également en place des occasions de réseautage avec des partenaires clés et des représentants des autorités. En 2024, notre équipe de leaders et de membres du personnel a pris part aux visites sur le terrain suivantes :

- **Kathmandu, Népal** : Visite sur le terrain dans le cadre de la réunion régionale de la région d'Asie.
- **Abidjan, Côte d'Ivoire** : Visite de terrain dans le cadre de l'atelier sur les compétences en matière de négociation.
- **Lima, Pérou** : Visite sur le terrain d'Herminio Guevara et de l'organisateur pour les Amériques, Patrick Kane, pour comprendre le contexte et évaluer un nouveau affilié potentiel.
- **Medellín, Colombie** : Dans le cadre du Forum national de l'UGTI, l'organisateur pour les Amériques, Patrick Kane, a effectué une visite sur le terrain à Medellín.
- **Kampala, Ouganda** : Dans le cadre de la réunion régionale de l'Afrique orientale et australe, une délégation comprenant la coordinatrice internationale, l'organisatrice pour l'Afrique orientale et australe et la responsable administrative et financière, a rendu visite à nos affiliés UMAEU et WIENU en Ouganda.
- **Maputo, Mozambique** : L'organisatrice pour l'Afrique orientale et australe et la responsable des médias ont rendu visite à l'AIEMO, notre organisation affiliée dans le pays.
- **Accra, Ghana** : L'organisatrice pour l'Afrique occidentale et centrale et la chargée de projet ont rendu visite à notre affilié UNIWA au Ghana.
- **Maseru, Lesotho** : L'organisatrice pour l'Afrique orientale et australe a rendu visite à notre affiliée KTB au Lesotho.

Plaidoyer

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Une fois de plus, nous avons amplifié la voix des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés lors du forum tripartite de haut niveau où les travailleurs, les employeurs et les gouvernements négocient et adoptent les normes internationales du travail. Notre délégation était composée de notre présidente, Lorraine Ndhovulu, de notre vice-président, Alberto Santana, de notre secrétaire, Jamaladdin Ismayilov, de notre coordinatrice internationale, Oksana Abboud, et de notre responsable de la communication, Margarida Teixeira, qui a assuré le soutien technique. **Avec 40 autres leaders de travailleurs de WIEGO, FITD, HomeNet International et AIR, nous avons amplifié les voix des travailleurs du secteur informel.**

Nous nous sommes concentrés sur deux discussions principales inscrites à l'ordre du jour : la **discussion générale sur le travail décent et l'économie des soins**, qui portait principalement sur la prestation de services de soins et la reconnaissance des prestataires de soins ; et la **première discussion normative sur la protection contre les risques biologiques**, qui peut avoir un impact important sur la vie professionnelle des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés.

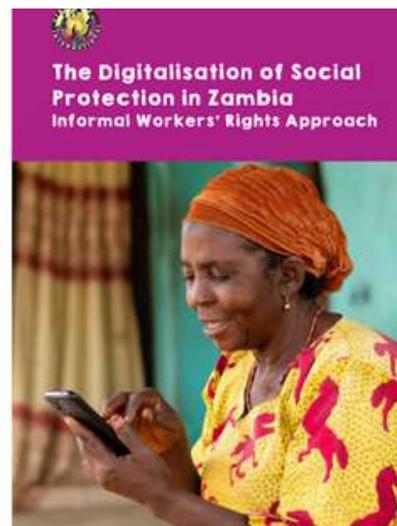
Nous avons eu l'occasion de prendre la parole en séance plénière, où les chefs d'État, les représentants des travailleurs et des employeurs ainsi que les organisations non gouvernementales ont la possibilité de s'exprimer. **Dans un discours fascinant, notre présidente a abordé la nécessité d'assurer des soins appropriés aux vendeurs de rue et aux vendeurs sur les marchés, ainsi que de concevoir des environnements de travail sûrs face aux risques biologiques.**



Présidente, vice-président, secrétaire et coordinatrice internationale de StreetNet à la Conférence internationale du travail (2024)

PROTECTION SOCIALE NUMÉRIQUE

StreetNet, en partenariat avec l'Institut d'études du développement, a réalisé une analyse des politiques de numérisation de la protection sociale en Zambie. Cette étude visait à examiner les obstacles rencontrés par les travailleurs de l'économie informelle, tant en milieu urbain que rural, pour accéder à la protection sociale via des systèmes numériques, et à proposer des solutions permettant aux travailleurs informels marginalisés et exclus d'influer sur les politiques et pratiques de protection sociale numérique tout en garantissant leurs droits.



PROJET SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LES AMÉRIQUES

Trop souvent, les autorités bafouent les droits humains des vendeurs de rue, ce qui entraîne toutes sortes de violations des droits de l'Homme. En Amérique latine, StreetNet collabore avec le programme juridique de WIEGO dans le cadre d'un **projet visant à impliquer la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH), l'institution multilatérale des droits de l'Homme la plus importante de la région, afin d'attirer son attention sur les violations des droits des vendeurs de rue.**

Le projet consiste à travailler avec nos affiliés au Honduras (FOTSSIEH), au Guatemala (FENTRAVIG) et en Argentine (FETEP-UTEP) pour recenser les différentes formes de violations des droits de l'Homme auxquelles sont soumis les vendeurs de rue dans ces trois pays. **Un rapport sera ensuite présenté au rapporteur spécial de la CIDH pour les questions économiques, sociales et culturelles. De plus, nous créerons une boîte à outils sur les droits de l'Homme destinée aux affiliés de la région, afin de les soutenir dans l'identification et la documentation des atteintes à ces droits.**

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Notre vice-président, Alberto Santana, ainsi que Martha Garcia Santoyo, membre du Conseil international, ont été invités à participer au premier congrès électif historique de l'Alliance internationale des récupérateurs - GlobalRec, qui a eu lieu en Argentine du 1er au 5 mai.



Campagnes

CAMPAGNE POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME EN 2024 : RATIFIER LA CONVENTION 190!

Être une vendeuse de rue est un métier dangereux. Les femmes qui travaillent dans les espaces publics, comme nous, sont confrontées à la violence et au harcèlement de la part des autorités, des forces de l'ordre, des clients, des criminels et même de leur propre famille. Pourtant, la vente dans la rue est souvent la meilleure solution qui s'offre à nous pour subvenir aux besoins de nos familles.



OCTOBRE URBAIN 2024

Le 31 octobre, nous célébrons la Journée mondiale du droit à la ville. Alors que l'ONU-Habitat nous appelle à réfléchir sur le rôle des jeunes dans l'action climatique et locale pour les villes, nous réaffirmons notre engagement à construire la justice climatique à travers le droit à la ville. Nous avons collaboré avec la Plateforme mondiale pour le droit à la ville afin de partager les histoires de nos membres. [Vous pouvez lire nos histoires, rédigées par Uthman Kaisi et Djenabou Sow.](#)



Nouveau site web

En 2024, nous avons lancé [notre nouveau site web](#), le rendant plus accessible, facile à naviguer et donnant plus d'espace aux actualités régionales. En outre, nous continuons à mettre à jour notre liste de mentions dans la presse.


[About StreetNet](#)
[Structures](#)
[Our Impact](#)
[Resources](#)
[News](#)

[ENGLISH](#)


ABOUT STREETNET

StreetNet International is a global organization of informal economy workers, with the goal to promote and leverage an autonomous and democratic alliance of street and market vendors and hawkers in over [50 Countries](#)

[Who we are](#)


Presse et médias

Here are some news articles that featured StreetNet or our leaders throughout last year:

Notre vice-président Alberto Santana a publié un éditorial sur l'économie sociale et solidaire et le rôle des vendeurs de rue dans la cocréation de modèles économiques durables pour l'avenir. Son article a été publié dans *Pioneers Post* (février 2024).

<https://www.pioneerspost.com/news-views/20240207/decent-work-and-sustainable-livelihoods-why-street-vendors-need-create-co>

Coop News, un magazine de référence sur le coopérativisme, a couvert notre participation à la Conférence internationale du travail en juin 2024.

<https://www.thenews.coop/care-co-ops-in-the-spotlight-at-the-international-labour-conference/>

À l'occasion du 1er mai 2024, Jorge et Sandra Peralta, leaders de FENTRAVIG au Guatemala (le camarade Jorge est également membre du Conseil international), ont publié un éditorial sur l'équilibre entre le militantisme politique, la famille et le travail sur le marché.

<https://latamgremial.com/el-trabajo-de-la-venta-ambulante-como-una-pareja-de-lideres-obreros-guatemaltecos-lo-ha-equilibrado-todo/>

Equal Times a publié un reportage détaillé consacré à la lutte des vendeurs de rue népalais dans la capitale de Katmandou, avec une interview de Maya Gurung, leader de NEST et membre du Conseil international: <https://www.equaltimes.org/kathmandu-s-street-vendors?lang=en>

Lorraine Ndhlovu, notre présidente, a répondu aux questions de Devex concernant l'importance des travailleuses dans la transition vers une économie durable à l'échelle mondiale.

<https://devex.shorthandstories.com/why-a-just-transition-cant-leave-women-workers-behind/index.html>

“ *Nous sommes unis dans notre travail parce que nous savons pour quoi nous nous battons. Nous nous soucions des marchés et des personnes qui y travaillent, notamment les vendeurs, afin qu'ils puissent avoir une vie meilleure. Nous avons toujours été des travailleurs acharnés et très sensibles à l'injustice. C'est pourquoi nous savons quand les conditions sont injustes* ”

Jorge et Sandra Peralta



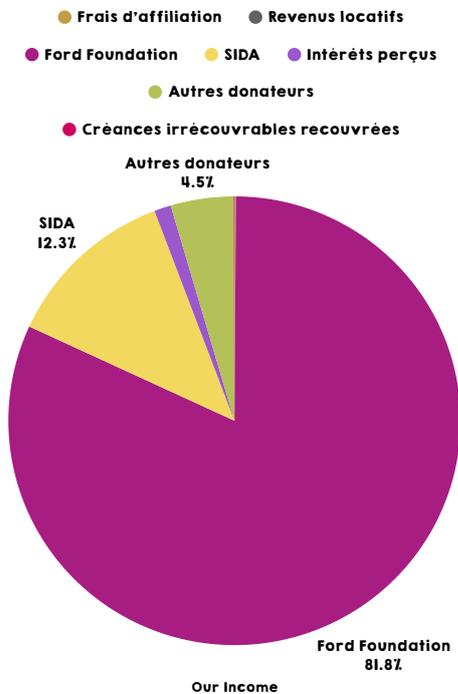
Notre capacité financière

En 2024, notre budget s'élevait à **1 774 553 dollars américains**.

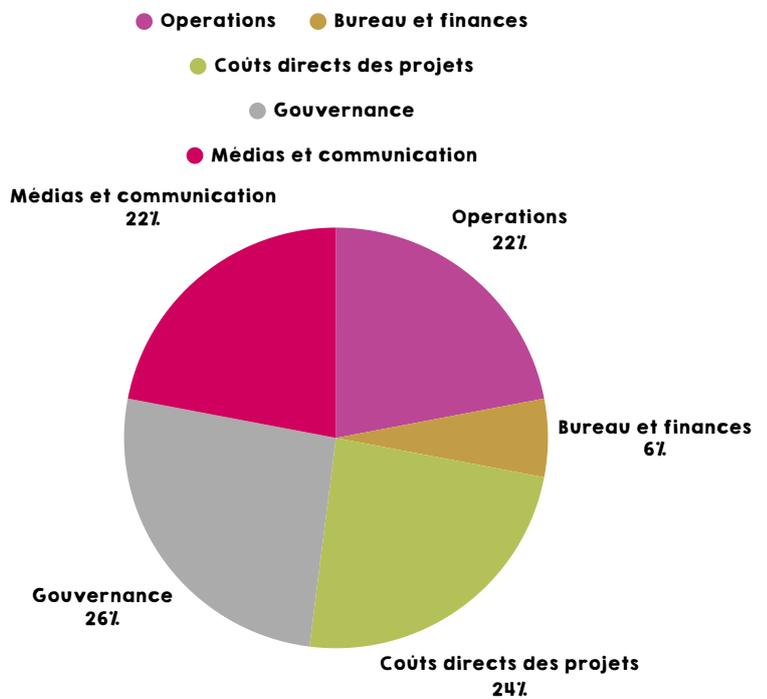
Actuellement, nous travaillons avec les bailleurs de fonds suivants:

- Ford Foundation,
- Swedish International Development Agency (SIDA)
- Oxfam International
- Echidna Giving
- UN Habitat
- Wellspring Philanthropic Fund
- The Institute of Development Studies.

Revenu



Dépenses



Conclusion de notre Présidente Lorraine Ndhlovu

Pour nous, en tant que StreetNet, notre engagement envers les affiliés demeure au centre de notre mission. Ces affiliés, comprenant des vendeurs de rue et des travailleurs informels, fournissent une perspective critique sur les réalités que nous cherchons à transformer. Nous avons constaté que le changement se produit rarement de manière linéaire. Chaque année, malgré une planification stratégique et des efforts ciblés dans des domaines prioritaires, les progrès réalisés peuvent apparaître progressifs ou désordonnés. Pourtant, en profondeur, une transformation est en cours. **Des évolutions notables se manifestent dans la manière dont les travailleurs de l'économie informelle, notamment les vendeurs de rue, sont reconnus, intégrés et respectés dans les politiques publiques, les consultations et les processus de planification.**

Ces progrès illustrent l'impact de notre plaidoyer, même si les résultats diffèrent selon les différents contextes dans lesquels nos affiliés travaillent. Chaque pays rencontre ses propres défis et adopte des stratégies uniques, mais l'objectif partagé reste constant : assurer la dignité, la reconnaissance et le travail décent pour les vendeurs de rue.

Alors que nous nous rapprochons de dates significatives - cinq ans après l'adoption de la Convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail, et dix ans après la Recommandation 204 sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle - nous réfléchissons à notre engagement continu en faveur du renforcement des capacités, du plaidoyer politique et de l'implication des parties prenantes. Ces instruments, même s'ils n'ont pas tous le même pouvoir contraignant, sont des outils essentiels pour la reconnaissance mondiale des travailleurs informels en tant que contributeurs légitimes à l'économie, qui doivent bénéficier de droits et de protections.

La formalisation, comme nous le répétons, ne se résume pas à une simple procédure administrative, mais représente un changement radical des milieux de travail et des droits des travailleurs. Elle doit être fondée sur les droits humains et élaborée en mettant les personnes les plus affectées au cœur du processus.

En projetant notre regard vers l'avenir, nous aspirons à ce que l'année 2025 soit synonyme d'une inclusion renforcée, de davantage de récits d'autonomisation et de progrès concrets en matière d'emploi décent pour chacun. Notre discours progresse – passant de la victimisation à la résilience, puis à l'assertion des droits. Nous persévérons dans notre plaidoyer pour l'élargissement de la couverture sociale et pour l'intégration réelle des travailleurs informels dans le dialogue social.

En définitive, notre appel demeure ferme : rien ne se fera pour nous sans nous ! Il est essentiel que les personnes concernées puissent s'exprimer pour elles-mêmes, en développant des solutions qui correspondent à leurs réalités et à leurs aspirations. Ce n'est qu'à travers cette démarche inclusive et axée sur les droits que nous pourrons parvenir à un changement durable pour les travailleurs de l'économie informelle.





Comment rejoindre StreetNet

Si vous êtes une organisation représentative et démocratique de commerçants informels basée sur l'adhésion, avec une politique interne claire et au moins 500 membres, vous pouvez demander à rejoindre StreetNet ! Contactez-nous pour accéder au formulaire de demande d'affiliation et nous lancerons le processus de candidature. Toutes les candidatures sont examinées par le comité exécutif de StreetNet.

Contactez-nous:

media@streetnet.org.za

 media@streetnet.org.za

 +351 938 291 185

 www.streetnet.org.za

 @StreetNetInternational

 @street_net_international

 @Streetnet1